

## **Compte rendu sommaire du Comité syndical intervenant en substitution du Comité d'exploitation de la Régie Velib'**

Séance du 22 janvier 2019

Le vingt-deux janvier deux mille dix-neuf, à 15 heures, le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation de la Régie Velib', dûment convoqué le seize janvier 2019, s'est réuni à l'Hôtel de Ville du 12<sup>e</sup> arrondissement, 130 avenue Daumesnil 75012 Paris, sous la présidence de Mme Catherine Baratti-Elbaz.

Nombre de délégués en exercice :	71
Nombre de personnalités qualifiées extérieures en exercice :	2
Nombre de délégués présents ou représentés :	38 dont 13 pouvoirs
Personnalité qualifiée extérieure présente :	1

### **Étaient présents :**

#### **Titulaires :**

Mme France Bernichi (Alfortville), M. Jean-Michel Arberet (Arcueil), M. Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine), M. Boujemaa El Kasmi (Bondy), M. Samuel Besnard (Cachan), M. Pascal Turano (Charenton), M. Bernard Accart (Courbevoie), M. Phillippe Ribatto (Fontenay-le-Fleury), M. Fatah Aggoune (Gentilly), Mme Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), Mme Anna Angeli (Le Pré-Saint-Gervais), Mme Sophie Deschiens (Levallois-Perret), Mme Marie-France Parrain (Maisons-Alfort), Mme Marie-José Rambeau (Montrouge), M. Gilles Gauché-Cazalis (Nanterre), M. Jean-Jacques Pasternak (Nogent-sur-Marne), Mme Catherine Baratti-Elbaz (Paris), M. Jean-Marie Ballet (Puteaux), M. Patrice Pattée (Sceaux), M. Mahroud Bounegta (Villejuif), Mme Christine Bruneau (Grand Paris Seine Ouest), M. Hervé Lievre (Grand Paris Seine Ouest), M. Bernard Roche (Grand Paris Seine Ouest).

#### **Personnalité qualifiée extérieure :**

Mme Genevieve Laferrere.

#### **Suppléants avec voix délibératives :**

M. Dominique Lebrun (Saint-Cloud), M. Jean-Pierre Barnaud (MGP).

#### **Excusés ayant donné pouvoir :**

Mme Françoise Schoeller (Bourg-la-Reine) donne pouvoir à Marie-José Rambeau, M. Yves Fuchs (Champigny sur Marne) donne pouvoir à Boujemaa El Kasmi, M. Hervé Hemonet (Colombes) donne pouvoir à Geneviève Gaillabaud, M. Christophe Bernier (Gennevilliers) donne pouvoir à Jean-Michel Arberet, M. Boutaïeb Kaddani (Joinville le Pont) donne pouvoir à Pascal Turano, M. Christophe Najdovski (Paris) donne pouvoir à Catherine Baratti-Elbaz, Mme Monique Bouteille (Rueil-Malmaison) donne pouvoir à Sophie Deschiens, M. Alain Guetrot (Saint-Maurice) donne pouvoir à Mme Marie-France Parrain, M. Amirouche Laïdi (Suresnes) à Mme Christine Bruneau, M. Jean-Marc Bourjac (Vitry-sur-Seine) donne pouvoir à France Bernichi, M. Gauthier Mougin (GPSO) donne pouvoir à M. Hervé Lievre, Jean-Marc Szmaragd (GPSO) à Bernard Roche, M. Daniel Guiraud (MGP) à Jean-Pierre Barnaud.

### **Assistaient également à la séance :**

Mmes Ghislaine Geffroy, directrice du Syndicat, Fabienne Puig, directrice de l'administration générale et des ressources humaines, Mélody Tonolli, directrice de la communication et du marketing, MM. Malik Salemkour, directeur juridique et de la commande publique, Florent Texier, directeur des finances, Olivier Bonnefoy, directeur des services techniques, et Pierre Rapeau, chargé de l'administration générale.

### **Ordre du jour :**

1. Approbation du procès-verbal (**Régie Velib'**) de la séance du 14 décembre 2018
2. Avis requis sur :
  - Le protocole transactionnel avec Smovengo
3. Point divers
  - Informations à date du service public Velib'

La Présidente a ouvert la séance à 15 heures 30 et a constaté que la condition de quorum était remplie.

Mme France Bernichi est désignée secrétaire de séance.

### **1 - Approbation du procès-verbal de la séance du 14 décembre 2018**

**La Présidente** s'enquiert d'éventuels commentaires concernant le procès-verbal de la séance du 14 décembre 2018.

*En l'absence d'observations, le procès-verbal du Comité Syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation du 14 décembre 2018 est adopté à l'unanimité.*

### **2 - Délibération**

#### **2.1 Avis sur le protocole transactionnel avec smovengo (délibération VM 2019 01)**

Le Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole a notifié le 9 mai 2017 le marché portant sur la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, l'entretien, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service (VLS) au groupement SMOOVENGO, constitué des sociétés SMOOVE, MARFINA SL, INDIGO INFRA et MOBIVIA, et remplacé par la Société dédiée Smovengo, par l'avenant n°1 en date du 31 juillet 2017.

Dans le cadre de ce marché, les délais impartis à la Société Smovengo pour la mise en service des prestations prévues à la partie forfaitaire avec notamment 1 050 stations étaient les suivants :

- Au 1<sup>er</sup> janvier 2018 : la mise en service du dispositif et son ouverture au public, avec *a minima* 50 % du nombre de stations prévues au forfait, soit 525 vélos-stations ;
- Au 1<sup>er</sup> avril 2018 : la mise en service de l'ensemble des stations.

Par Ordre de Service n°3 en date du 29 juin 2017, le Syndicat a commandé 350 stations supplémentaires hors Paris et 10 850 points d'accroche au titre du chapitre 1A du bordereau de prix unitaires (BPU) qui devaient être mises en service dans les mêmes conditions que celles prévues au forfait.

Au 1<sup>er</sup> janvier 208 comme au 1<sup>er</sup> avril 2018, d'importants retards ont été constatés dans le déploiement des stations prévues au forfait et au BPU conduisant à une admission partielle du service. Des opérations de vérifications ont dès lors été réalisées chaque mois qui ont fait l'objet de procès-verbaux contradictoires en vue de l'admission de toutes les prestations prévues et de la mise du service complète dans son ensemble.

En conséquence de ces retards et manquements dans l'exécution des prestations attendues, conformément à l'Annexe 1 au programme fonctionnel définitif – clauses administrative, le Syndicat a notifié à la Société Smovengo les pénalités de retard dues contractuellement en cette phase de déploiement du service.

Ainsi, pour chaque mois de retard constaté à chaque début de mois du 1<sup>er</sup> janvier jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2018, sept décomptes de pénalités forfaitaires de niveau 8 de un million d'euros chacun ont été notifiés dont quatre ont fait l'objet de titres exécutoires.

Ces décomptes ont été contestés par la Société Smovengo par recours gracieux d'abord, puis contentieux devant le Tribunal administratif de Paris, le Syndicat n'ayant pas fait droit à leurs mémoires en réclamation sur chacune des périodes considérées.

Parallèlement, un différend est né entre le Syndicat et la Société Smovengo sur les montants des acomptes mensuels dus au titre de la première année du marché.

Le marché prévoit, pour la partie forfaitaire, un montant de 478 200 000 euros hors taxe (HT), hors révision de prix, fixé à l'article 4.2.1 de l'acte d'engagement, ce qui correspond annuellement à un montant forfaitaire de 31 880 000 euros HT, hors révision de prix, tel que défini à l'Annexe financière du mémoire technique.

Conformément aux possibilités offertes en matière de marché public, la Société Smovengo a transmis au Syndicat une demande d'acompte mensuel avec une première facture pour le mois de janvier 2018 correspondant à un douzième du montant annuel prévu au contrat au forfait et au BPU.

Sans contester le principe d'acompte qui est de droit, le Syndicat a rejeté cette première demande au motif, d'une part, que le montant n'était pas suffisamment justifié et, d'autre part, que l'état d'avancement des prestations ne permettait pas de faire droit à la totalité de cette demande d'acompte, l'intégralité du service fait ne pouvant pas être constaté.

Smovengo a ensuite déposé chaque mois une demande d'acompte que le Syndicat a refusé de payer pour les mêmes motifs.

Par courriers du 4 mai 2018, le Syndicat a notifié à Smovengo le montant des acomptes arrêtés au titre des mois de janvier à avril 2018, s'élevant chacun à un million d'euros hors taxe.

La Société Smovengo a demandé au Syndicat de reconsidérer ce montant par une lettre du 14 mai 2018 et a contesté le montant des acomptes mensuels par un mémoire en réclamation du 3 juillet 2018 auquel le Syndicat a répondu le 27 juillet 2018 par une fin de non recevoir.

Le Syndicat a ensuite réglé à la Société Smovengo des acomptes mensuels d'un million d'euros en mai 2018 et juin 2018 et de deux millions d'euros en juillet et août 2018, déterminés en fonction de l'état de réalisation des prestations.

Face à ces décisions du Syndicat, la Société Smovengo a saisi en date du 1<sup>er</sup> octobre 2018 le Tribunal administratif d'un recours en vue de leurs annulations et du versement des montants d'acomptes facturés.

Dans un contexte de forte détérioration de la qualité du service au printemps 2018 notamment du fait de problèmes avec les stations sur batterie installées provisoirement par défaut de raccordement électrique, alors que les objectifs quantitatifs n'étaient déjà pas atteints, le Syndicat et les élus du comité syndical ont exigé du titulaire du marché un plan de sortie de crise avec des dispositions d'urgence et un calendrier d'actions pour retrouver un fonctionnement satisfaisant du service. En conséquence, à partir de mai 2018, la Société Smovengo a proposé et mis en œuvre un plan d'urgence et des mesures palliatives ou correctrices pour parvenir à un niveau du service conforme aux dispositions contractuelles.

Dès lors, la priorité a été mise d'une part sur la qualité du service des stations déjà ouvertes et raccordées au réseau électrique afin qu'elles soient parfaitement fonctionnelles et conformes aux obligations techniques contractuelles et d'autre part à compter de juillet 2018 sur un plan maîtrisé de déploiement jusqu'en mars 2019 au plus tard des nouvelles stations prévues tenant compte de contraintes opérationnelles apparues dont la Société Smovengo ne pouvait être tenue comme seule responsable.

En ces circonstances, et au vu d'une amélioration progressive du service à la rentrée 2018, le Syndicat et la Société Smovengo se sont rapprochées en vue de trouver une issue amiable aux différends et contentieux intervenus sur les pénalités appliquées ainsi que sur le montant du marché pour 2018 pour la partie forfaitaire et au BPU.

Afin d'éviter des procédures nécessairement longues et coûteuses, le Syndicat et la Société Smovengo sont convenus des modalités d'un règlement amiable, global et définitif tenant compte des retards constatés dans l'ouverture des stations, des effets du plan d'urgence et des difficultés techniques rencontrées par Smovengo dans leur déploiement comme de la qualité des prestations en phase d'admission partielle du service global.

En conséquence, le Syndicat et la Société Smovengo se sont accordées sur les montants dus au titre du forfait du marché et des stations commandées au bordereau des prix unitaires (BPU) pour l'année 2018 ainsi que sur le montant des pénalités applicables à la Société Smovengo au titre des pénalités de retard dans la mise en service tel que prévu au forfait et au BPU et à la qualité d'exécution en phase travaux.

Le présent protocole transactionnel en précise les dispositions par lequel le Syndicat et la société Smovengo consentent mutuellement à :

- Renoncer à toute instance et action réciproque en cours et ultérieure entre elles concernant l'objet du présent protocole ;
- Fixer le montant du forfait du marché public pour l'année 2018, tel que détaillé à l'annexe financière du mémoire technique, à payer par le Syndicat, à la somme de 21 208 587,18 euros hors taxes et hors indexation et d'ajuster en conséquence, par avenant, le montant global du marché à prix forfaitaire tel que fixé à l'article 4.2.1 de l'acte d'engagement ; le montant du forfait restant inchangé pour les autres années d'exécution du marché à 31 880 000 euros hors taxes et hors indexation ;
- Fixer le montant à payer par le Syndicat au titre de la commande au bordereau des prix unitaires de 350 stations hors Paris et de 10 850 points d'accroches à la somme de 4 381 964 euros hors taxe et hors indexation ;

- Fixer le montant des pénalités appliquées en 2018 à la Société Smovengo, prévues à l'annexe 1 au programme fonctionnel définitif Clauses administratives, tout motif confondu particulièrement au titre des retards dans la mise en service tel que prévu au forfait et au BPU pour les commande jusqu'au 30 juin 2017, à la somme de 8 000 000 euros hors taxes tenant compte des stations constatées lors des opérations de vérifications effectuées en 2018 et du plan de déploiement prévu jusqu'au 31 mars 2019 au plus tard pour des raisons extérieures à Smovengo ;
- Ajuster le montant global du marché public par voie d'avenant pour constater sa diminution de 2,23% du fait de la baisse des montants payés pour l'année 2018.

La Société Smovengo par courrier en date du 21 décembre 2018 a fait état de son accord sur les termes de ce projet de protocole.

Considérant le montant dudit marché pour la partie forfaitaire s'élevant à 478 200 000 euros hors taxe (HT) et hors révision de prix, fixé à l'article 4.2.1 de l'acte d'engagement, ce qui correspond annuellement à un montant de 31 880 000 euros HT hors révision de prix, tel que défini à l'annexe financière du mémoire technique,

Considérant l'Ordre de Service n°3 du 29 juin 2017 portant commande de 350 stations hors Paris et 10 850 points d'accroche au titre du chapitre 1A du bordereau de prix unitaires,

Considérant l'admission partielle du service au vu des procès-verbaux de vérification en date du 1<sup>er</sup> janvier 2008 comme au 1<sup>er</sup> avril 2018,

Considérant les retards dans le déploiement des stations prévues au forfait et au bordereau de prix unitaires constatés notamment dans les procès-verbaux mensuels des opérations de vérifications des prestations du marché,

Considérant le plan d'urgence et les mesures palliatives ou correctrices proposées et mises en œuvre par Smovengo afin de tenter de parvenir à un fonctionnement du service conforme aux dispositions contractuelles,

Considérant les décomptes des pénalités de retard prévues contractuellement en cette phase de déploiement du service conformément à l'Annexe 1 au programme fonctionnel définitif – clauses administrative, notifiés par le Syndicat à la Société Smovengo,

Considérant les contestations de ces pénalités par la Société Smovengo par recours gracieux, puis contentieux devant le Tribunal administratif de Paris, le Syndicat n'ayant pas fait droit à leurs mémoires en réclamation sur chacune des périodes considérées,

Considérant les contestations par la Société Smovengo devant le Tribunal administratif de Paris des montants des acomptes mensuels versés par le Syndicat au titre de la première année du marché au vu de l'état d'avancement des prestations attendues,

Considérant le plan d'urgence et les mesures palliatives ou correctrices mise en place par la Société Smovengo à partir de mai 2018 à la demande du Syndicat pour parvenir à un niveau du service conforme aux dispositions contractuelles suite à la forte détérioration de la qualité du service au printemps 2018 notamment du fait de problèmes avec les stations sur batterie installées provisoirement par défaut de raccordement électrique,

Considérant la priorité mise alors d'une part sur la qualité du service des stations déjà ouvertes et raccordées au réseau électrique afin qu'elles soient parfaitement fonctionnelles et conformes aux obligations techniques contractuelles et d'autre part à compter de juillet 2018 sur un plan maîtrisé de déploiement jusqu'en mars 2019 au plus tard des nouvelles stations prévues tenant compte de contraintes opérationnelles apparues dont la Société Smovengo ne pouvait être tenue comme seule responsable,

Considérant l'amélioration progressive du service à la rentrée 2018, et l'intérêt pour le Syndicat et la Société Smovengo de trouver une issue amiable aux différends et contentieux intervenus sur les pénalités appliquées ainsi que sur le montant du marché pour 2018 pour la partie forfaitaire et au BPU,

Considérant que sous réserve de l'approbation du présent protocole, le montant global du marché sera corrigé par voie d'avenant pour constater sa diminution de 2,23% du fait de la baisse des montants payés par le Syndicat à Smovengo pour l'année 2018,

Considérant l'accord de principe sur les termes du projet de protocole exprimé par la Société Smovengo par courrier en date du 21 décembre 2018,

***Le Comité syndical, intervenant en substitution du Conseil d'exploitation après en avoir délibéré, EMET UN AVIS FAVORABLE sur le protocole transactionnel ci-annexé.***

## **2 - Point Divers**

*L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 15 heures 50.*

La Présidente,

Catherine Baratti-Elbaz  
Maire du 12<sup>e</sup> arrondissement